

Jean-Yves Gérard

# Le savoir-faire la paix des correspondants de nuit

Les territoires des banlieues urbaines sont vécus comme des colonies que personne ne peut plus investir. La nuit, lorsque la peur monte et lorsque la République et ses institutions dorment, les correspondants de nuit acceptent de se mettre en danger, de se laisser questionner, pour faire tomber la peur et la violence, pour aller sur le terrain de « l'autre ».

Cosmopolitiques : Comment et pourquoi avez vous lancé cette initiative ? Rennes n'a pas la réputation d'une ville en « crise urbaine »<sup>1</sup> !

Jean-Yves Gérard : À travers des réunions de proximité dans le cadre de réhabilitation du patrimoine social, nous avons constaté, au bout de compte, que les gens ne sont pas si mal que ça dans leurs immeubles, dans leurs appartements mais que « l'environnement » leur gêne la vie. Quand vous habitez au douzième étage et que régulièrement vous butez sur votre voisin qui dort sur votre palier parce qu'il ne se rappelle plus où il habite, parce qu'il a trop bu, on ne fera jamais déplacer les pompiers pour ça, le droit pénal ignore ça... Mais au bout d'un moment ce n'est plus possible ! Ces problématiques là ne sont gérables ni dans les catégories de l'action sociale classique ni dans le cadre de

l'action sanitaire d'urgence ni dans le cadre du droit pénal. Quand vous habitez sur un palier où il y a deux frères qui vivent ensemble, il y en a un qui est malade mental et quand il est

■ Jean-Yves Gérard est directeur de la régie Optima. Il est par ailleurs adjoint au maire de Rennes.

ivre, l'autre ne veut pas qu'il rentre, il lui ferme la porte au nez et il dort sur le paillason. Quand il se réveille, il a des crises, il donne des coups de pied dans les portes de ses voisins, les voisins ne vivent plus. Il y a des quantités d'exemples de cette nature-là dans les immeubles. Cette situation est très représentative de l'état de la société. En 1993, nous nous sommes dit qu'il fallait répondre à ça, il y avait un manque auquel il fallait répondre. À partir de février, j'ai pris mon bâton de pèlerin pour proposer aux bailleurs sociaux de répondre à cette situation. Aiguillon Construction a mis dix secondes pour dire « Banco, on y va ! ». Pour l'OPHLM, ça a mis beaucoup plus de temps. Mais le président de l'époque a fini par accepter en 1994 de financer l'expérimentation pendant six mois sur les fonds propres de sa structure.

Cosmopolitiques : Vous arrivez à lancer des expérimentations sans entrer dans le cadre de grandes mesures, tout en traitant avec des grands organismes. Comment avez-vous dimensionné ces opérations ?

Jean-Yves Gérard : Avec le service social et les travailleurs sociaux qui ont identifié les points sensibles. Nous avons proposé que le service démarre sur les squares sensibles. Je suis allé voir le directeur départemental des polices urbaines. Lui aussi m'a dit « Ça m'intéresse beaucoup ». On a recruté des gens et puis on les a lancés sur le terrain dès Août 1994, mais pour six mois, avec un statut d'emploi temporaire. Nous nous sommes rapproché des habitants, en leur disant « on va lancer un nouveau service qui va répondre, pensons-nous, à un certain nombre de problèmes que vous rencontrez. Ce nouveau service, s'il vous intéresse, au bout de six mois on vous consultera sur le principe de sa mise en application. Et si vous êtes d'accord ça vous coûtera trente-sept francs par mois par appartement ». À l'époque, c'était trente-sept francs... Au début, les habitants ne savaient pas trop à quoi ça pouvait répondre, mais ils comprenaient qu'ils devraient payer. Comme c'était un concept nouveau, les contacts n'étaient pas faciles. Je voulais un engagement plein, authentique et exigeant des habitants qui ne soit pas un engagement de consommateurs mais un engagement participatif. Nous disions aux habitants « Vous serez co-proprétaires du service, donc il vous reviendra d'interpeller le service, d'exprimer des mécontentements quand ce sera nécessaire. Vous serez en position offensive ».

Cosmopolitiques : Comment pouviez vous leur faire penser que ça n'allait pas se passer comme avec les autres services publics et qu'ils allaient avoir des réponses efficaces ?

Jean-Yves Gérard : C'était une affaire de volonté initiale, mais on n'était sûr

de rien à cette époque-là. Et les réunions ont commencé avant l'expérimentation et ont continué en permanence. Tous les matins j'allais consulter les rapports de nuit ou j'avais mon téléphone ouvert en cas de problèmes pour que je sois appelé et que j'aie à aider à résoudre le problème qui se présentait ! Il fallait vraiment s'investir personnellement. Les gens ont énormément discuté entre eux, on a vu des rumeurs partir d'un bout d'un quartier du style « Il paraît qu'ils ont recruté des repris de justice ! », ça bouillonnait, il y a eu des réunions particulièrement vigoureuses !

**Cosmopolitiques :** Dans ces réunions, venaient d'autres personnes que celles habituées à participer et à prendre la parole ?

**Jean-Yves Gérard :** Nous n'avions pas tout le monde, mais il y avait quand même des gens qu'on voit rarement. Le fait de dire « vous allez payer », ça mobilisait les gens... Par exemple : « Si ça commence à trente-sept rancs, ça va finir à combien ? ». Nous avions des opposants par principe, par exemple, une personne qui est venue nous voir à la fin de la réunion en disant « Écoutez, vous auriez proposé des pots de fleurs que j'aurais été contre de toute façon ». Quand le service s'est mis en place, la même personne appelait les correspondants de nuit et chronométrait combien de temps ils mettaient pour venir jusqu'à son immeuble. Authentique ! Des gens avaient voté contre mais se demandaient s'ils avaient quand même le droit d'y faire appel. L'unité de base était l'immeuble et il fallait une majorité dans l'immeuble, pas sur les exprimés mais sur les inscrits.

**Cosmopolitiques :** Vous inventez en fait un échelon de décision, une « unité de pouvoir local », en disant « l'unité c'est l'immeuble, qui décide, sinon personne ne bénéficiera du service ».

**Jean-Yves Gérard :** Nous avons poussé beaucoup plus loin cet aspect dans la deuxième étape. En fin de période expérimentale, nous n'avons pas mis en place le service parce qu'il y avait une majorité trop juste. En effet, seulement 32% des inscrits s'étaient déplacés. Nous avons remis cette idée de métier pendant un an, en concertation avec les bailleurs sociaux, avec la Ville également. Pour pouvoir prendre des décisions, il fallait redéfinir le projet puisqu'il n'obtenait pas l'adhésion. J'ai énormément travaillé à cette époque-là avec Jean Le Mesle<sup>2</sup> En 1996,

À l'époque, directeur de l'APRAS, à Rennes, pilotant le suivi d'équipements, de projets et d'études à caractère social dans les quartiers rennais.

nous avons tiré les conclusions de la première démarche, et refait une consultation avec de nouveaux correspondants de nuit qu'on avait pré-recrutés. Et là, nous avons abandonné les réunions classiques, nous avons bâti une

stratégie de communication au plus près des gens et nous avons repris le quartier immeuble par immeuble, avec deux réunions dans chaque immeuble et palier par palier. Nous avons fait toutes les tours du haut jusqu'en bas. C'étaient les correspondants de nuit potentiels qui le faisaient, avec l'association, avec le président, le vice président, et le bureau de l'association. Ça a complètement changé les choses puisqu'on a eu un taux de participation de 70% : 80% de Oui, 4 à 5% de Non, sur les inscrits. Ça a été le raz-de-marée. Nous avons donné une explication à chaque fois aux habitants : « Vous payerez dix francs par mois complémentairement aux bailleurs sociaux et à la ville ». En prenant le temps d'accompagner les habitants dans leurs réflexions sur le service, en prenant le temps d'expliquer, de détailler des exemples d'interventions possibles, de les matérialiser. Dans les halls d'immeubles, quand on faisait ces réunions-là, les gens prenaient les correspondants de nuit à part et commençaient à discuter « Vous savez, voilà ce qui se passe pour moi, je suis vraiment embêté... ». Des relations individuelles commençaient déjà à se tisser. En construisant immeuble par immeuble, on avait une base tout à fait solide qui se mettait en place pour le service.

**Cosmopolitiques :** Ce n'était pas seulement du « marketing du service » mais la méthode même pour construire le service était déjà le service lui-même, la façon d'associer les habitants était finalement non pas un préalable mais le cœur même de l'offre de service. Comme si vous faisiez la preuve que vous étiez capable d'écouter vraiment les problèmes ordinaires des habitants et que cela, à lui seul, était déjà une forme de réponse inédite ?

**Jean-Yves Gérard :** C'est ce qu'on a essayé de faire immeuble par immeuble et en juin 1996 sur les deux quartiers, le vote a été acquis.

**Cosmopolitiques :** Ce qui veut dire quand même une sacrée ténacité ! Où avais-tu forgé cette conviction que la réponse aux situations que tu avais observées était ce type de médiation ? Tu aurais pu te dire finalement, c'est aux travailleurs sociaux de faire ce travail, par exemple ?

**Jean-Yves Gérard :** Pendant ces quatre mois d'expérimentation, nous avons découvert des choses qui nous ont donné le vertige. Très vite, les habitants ont appelé les correspondants de nuit pour intervenir à leur domicile alors qu'à priori au départ ce n'était pas ça. Première surprise. Nous avons découvert des problématiques sociales extrêmement dures avec des cas de détresse, des cas de souffrance très profonde, avec des conséquences sur la vie commune dans les immeubles tout à fait déstabilisantes. Notre intervention est bien ciblée, parce qu'elle est non

stigmatisante, elle ne fait pas appel à des catégories de jugement ou de classification. Ce qui a évité des conséquences dramatiques sur certaines personnes, en arrêtant des tentatives de suicides, par exemple. On s'est dit « Nous sommes au cœur de la cible. » Par exemple, on tombe dans un appartement où les locataires avaient été mis de côté parce que c'était des gens très fragiles. Des marginaux avaient pris possession de l'appartement, avaient cassé le parquet et faisaient des feux de joie au milieu de l'appartement ! On s'est dit qu'on n'avait pas le droit de renoncer, et la Caisse des Dépôts qui nous accompagnait aussi dans cette expérimentation nous avait dit « N'abandonnez pas, vous visez juste, il faut aller au bout. »

Cosmopolitiques : Comment se faisait la démarcation par rapport à l'offre existante ? Vous interveniez à chaud, sur place et non dans un bureau, comme dans beaucoup d'interventions sociales ? Par rapport à la police, comment arriviez-vous à ne pas être assimilés à elle pour le maintien de l'ordre ?

Jean-Yves Gérard : La mise en place du service consistait à construire la relation de confiance, à construire la proximité par rapport aux jeunes, de façon à leur montrer que le positionnement n'est pas celui de la sanction mais celui de l'aide, de la facilitation et de l'accompagnement, et de la non-stigmatisation, parce que l'éducateur est fléché « éducateur pour jeunes ». Les flics sont souvent dans un rapport de conflit avec les jeunes, presque de guerre dans certains quartiers. Les jeunes disaient « Les correspondants de nuit c'est aussi pour l'ivrogne qui tabasse sa femme, c'est pour nous si on déconne mais ce n'est pas que pour nous, c'est pour tout le monde ». Et ça, c'était un élément fort de légitimation aux yeux des groupes. Alors ils ont provoqué un peu et à chaque fois les correspondants de nuit ont répondu « Ne continuez pas, il y a pas de match avec nous, on n'est pas sur ce terrain là. »

Cosmopolitiques : C'est très important de parvenir à trouver cette place particulière : ni sanction ni stigmatisation ni assistance... Vous donnez le coup de main qui fait redémarrer la vie puis après vous vous désengagez des histoires personnelles ?

Jean-Yves Gérard : Ça dépend des situations. Il y a des situations où il est nécessaire de rester un moment pour accompagner la personne tout en faisant appel à des intervenants extérieurs. Moi, j'ai le souvenir d'une personne qui dormait dans sa voiture, elle avait des rendez-vous auprès d'organismes sociaux mais elle n'avait jamais conclu ses démarches. Et comme l'action sociale attendait qu'elle vienne, elle restait dans sa

voiture. Le correspondant de nuit a continué à l'accompagner, à pousser pour qu'elle fasse la démarche complètement, mais en laissant le travail de suivi aux services compétents, sans gérer des dossiers personnels ni les prendre en charge en permanence.

Autre histoire du même genre : on était tombé sur un jeune dont le père habitait dans l'immeuble mais le jeune était viré par le père et dormait dans les caves au milieu de ses excréments. C'était quand même un peu horrible. Tout le travail consistait à alerter des organismes de placement et à pousser le jeune à faire les démarches pour aller dans ces organismes, pour demander une place, sans jamais faire à la place du jeune mais toujours avec une démarche d'accompagnement pour qu'il y aille lui-même. On sait que dans certaines situations la volonté d'un être s'est tellement écroulée que sans cet accompagnement initial, il ne sortira jamais de sa situation.

Cosmopolitiques : Mais pourquoi ce travail-là n'aurait-il pas pu être pris en charge par les travailleurs sociaux ou dans le cadre des fonctions « providentielles » ou « sécuritaires » de l'État<sup>3</sup> ?

Jean-Yves Gérard : Il y a 2 ans, nous sommes intervenus à Nantes, à l'appel de la ville, sur deux problèmes de quartiers dont un pour lequel une association avait déjà testé les correspondants de nuit, une association mise en place par des travailleurs sociaux. Ils l'avaient fait avec leur optique et au bout de deux ans ils ont arrêté : local incendié, traquenard sur les correspondants de nuit, embuscades ! Les élus qui venaient les voir devaient garer leur voiture à deux kilomètres pour ne pas se la faire incendier, etc. Ça en était arrivé là. L'explication à cet échec a été trouvée dans leur mauvais positionnement, dans leur présence trop insistante dans l'univers de la police. Ils étaient identifiés quasiment comme des indics.

La ville de Nantes a donc fait appel à nous. Nous avons procédé différemment. Première étape, sur les deux quartiers, nous avons dit « Nous sommes missionnés pour mettre en place un service de correspondants de nuit, nous allons le définir ensemble à travers un petit questionnaire. Selon vous, à quoi ce service doit-il répondre en priorité ? Tapage,

■ Le rapport d'étude réalisé par Jean-Yves Dartiguenave et Nathalie Reto, du Lares, à Rennes, en 1998, montre bien que les institutions en charge des questions traitées par les correspondants de nuit ont trouvé un avantage certain à leur intervention, celui d'éviter de modifier leurs propres procédures : « Le type d'intervention sociale mis en œuvre par les correspondants n'interroge nullement les pratiques effectives des autres intervenants sociaux ». C'est une forme de coexistence pacifique qui a pu ainsi se mettre en place, et c'est sans doute une leçon pour la réforme de l'État et ses difficultés.

groupes de jeunes, etc. Comment voulez-vous qu'ils travaillent, quels sont les horaires les plus pertinents d'après vous ? Comment souhaitez vous être informés de l'activité de ce service ? Souhaitez vous participer à son fonctionnement, et à la prise de décision concernant ce service ? ». Et ce questionnaire, nous l'avons aussi donné dans chaque immeuble en porte-à-porte. Nous avons dépouillé les questionnaires qui nous ont été retournés et construit une charte d'engagement qualité, en disant aux habitants : « Voilà, vos souhaits. Nous nous engageons à travailler sur tel et tel sujet. » Parallèlement à ça, nous avons mis en place la même expérimentation qu'à Rennes avec les mêmes procédures de vote. Ce qui changeait, c'est que nous avons suscité l'envie de participer au service. Nous avons eu un groupe d'une quarantaine de personnes qui se sont identifiées, sur chaque quartier, pour participer à la gestion du service. Ça marche moins sur Dervalières que sur Malakoff. Nous les réunissons tous les mois et demi, à peu près, pour faire le bilan du fonctionnement, ils nous font remonter les sujets sur lesquels il y a des problèmes et des difficultés et une insatisfaction vis-à-vis des correspondants de nuit. On prend note de tout ça, on s'engage à répondre, à vérifier, etc. C'est une commission qui se réunit tous les mois et demi, deux mois, mais il n'y a pas de président, pas de formalisme. Ces personnes, dans les réunions de quartier auxquelles ils peuvent participer, jouent l'interface entre le service et les habitants. Nous leur disons clairement que nous avons besoin de leurs critiques pour progresser. À partir du mois d'août 2002, nous allons étendre le service sur deux nouveaux quartiers à Nantes, le quartier de Bellevue sur lequel il y a des problèmes de sécurité et le quartier de Breil-Malleville.

Cosmopolitiques: Vous avez mis en place une structure qui peut être vécue comme concurrente. Vous disposez d'informations sensibles en étant si bien introduits sur le terrain. Êtes-vous devenus des partenaires et ne devenez vous pas des professionnels comme les autres, malgré votre côté franc-tireur ?

Jean-Yves Gérard : Au bout de deux ans, nous avons réussi à obtenir un partage des informations avec les travailleurs sociaux (éducateurs de rues, assistantes sociales, etc.) sur certaines situations sensibles et nous avons pu rapprocher les actions et les décisions. Entre le directeur du service à Nantes et ces partenaires travailleurs sociaux, il s'est créé une proximité. Par exemple, lorsqu'une assistante sociale de tel ou tel quartier reçoit une personne en difficulté, elle lui conseille la nuit d'appeler les correspondants de nuit, pour assurer la continuité du suivi.

La production de l'information, son traitement, sa circulation, et sa sécurisation sont toujours très difficiles à évoquer. Pour nous, l'information, est sous coffre-fort. Ce sont toujours les mêmes personnes qui traitent les mains courantes des correspondants de nuit, c'est toujours la même qui travaille avec le directeur du centre départemental d'action sociale ou la police pour voir sur quel type de problématique on travaille. Nous réfléchissons activement sur l'information, son authenticité, sa validité, et ses conséquences juridiques potentielles.

Il faut une structure capable de traverser des tempêtes, capable d'être un partenaire adulte de l'action de sécurité d'une ville, ou de l'action sociale, une structure capable de manager les collectifs de ces correspondants de nuit. Les collectifs de correspondants de nuit ne sont pas faits de petits soldats de plomb qu'on peut manipuler à volonté, ce sont de très, très fortes personnalités ! Et il en faut, pour faire ce boulot ! Mais il ne peut y avoir qu'un seul centre de décision, nous avons donc des rapports « authentiques » avec eux ! Ces personnes ont un courage qu'on n'imagine pas. Par exemple, une personne se faisait tabasser par deux autres, ivres, il était par terre. Les correspondants de nuit y sont allés pour le défendre tout en appelant la police. Ils étaient deux, ils ont des stratagèmes dans ces cas-là: un des correspondants part en courant pour attirer un des deux agresseurs de façon à ce que l'autre soit en face d'une seule personne. Le dernier qui restait a failli être dans l'équipe de France de boxe aux J. O. d'Atlanta. Il a vu l'autre avancer sur lui, il a essayé de le convaincre, l'autre s'énervait, il a continué la médiation et n'a arrêté la médiation que lorsqu'il était dos au mur, et que l'autre allait commencer à cogner. Il lui a suffi d'un seul coup de poing pour ramener l'autre à la raison, mais il faut quand même du courage, y compris pour ne pas frapper tout de suite ! Quand les habitants voient ça, c'est un élément de ré-assurance pour dire qu'on n'a pas besoin d'user de la force tout de suite et sans contrôle.

Cosmopolitiques: Cet exemple permet de voir comment les correspondants de nuit peuvent arrêter le cycle de la peur, car ils n'ont pas peur de la violence, ils peuvent même parfois l'utiliser pour se défendre mais sans jamais rompre la mission de médiation. Est-ce que vous avez « légalisé » ce type de réponse au sein du service pour certaines situations ?

Jean-Yves Gérard : Nous sommes sûrs de nos gars. Ce sont eux qui gèrent ces situations. Notre rôle consiste à leur apporter des outils pour travailler ces situations, des outils tirés des techniques de l'Aïkido. Par exemple travailler sur la distance, sur le regard, sur le fait de toucher ou

non son interlocuteur, à quel moment le toucher pour pouvoir marquer son pouvoir sur lui, comment faire varier l'intonation de la voix en fonction de l'individu, comment pratiquer le face à face dans les groupes. À Nantes, il y a deux mois, une équipe intervenait sur un rodéo et a été renversée volontairement par un jeune, un correspondant de nuit a pris la voiture dans les genoux et sa collègue a eu deux côtes cassées. Nous avons déposé une série de quatre plaintes: les deux correspondants plus les deux collègues qui ont voulu déposer une plainte solidaire. Tout le travail a consisté à revenir vers les groupes de jeunes, à leur dire que le dépôt de plainte était inévitable parce que la ligne jaune avait été dépassée puisqu'il y aurait pu avoir mort d'homme avec ce type de jeux. La justice et la police se sont emparé du problème, ils connaissaient l'auteur. Comme les correspondants de nuit sont connus des jeunes, il y a eu un dialogue très intense entre les jeunes et les correspondants de nuit. Ils leur disaient «N'y allez pas, c'est scandaleux, il va aller en prison, vous ne pourrez plus revenir sur le quartier.» Nous avons dit, «On veut bien entendre cela, mais il faut que la force reste à la loi. On peut comprendre que le jeune soit dans la merde, on veut bien aller discuter avec lui, essayer de faire valoir au regard de la justice des aspects positifs de sa personnalité mais la justice avancera car ce qu'il a fait est intolérable. On veut bien l'aider mais l'action de la justice est imparable.» Parallèlement à cela, nous sommes allés à la rencontre d'un autre réseau informel du quartier, qui tourne autour de l'expression graphique et musicale. Dans ce quartier, il y a le général Hannibal qui a beaucoup d'influence, c'est un jeune d'origine Gabonaise, qui fait du Rap positif, on finance en partie la sortie de son deuxième CD. Ce sont des réseaux que l'on contacte dans «les espaces intermédiaires», pour reprendre de terme de Laurence Roulleau-Berger. Quand il présente la maquette de son deuxième CD, la moitié des membres est en prison! Nous avons cherché à prendre appui sur ces milieux-là pour jouer en direction du groupe de jeunes. On a reçu le jeune en entretien avec le directeur du service et moi-même pour lui faire comprendre qu'il devait prendre ses responsabilités tout en étant prêt à échanger avec lui.

Cosmopolitiques: En fait, vous coopérez autant avec la police qu'avec ceux que l'on appelait les «grands frères». Comment arriver à positionner les correspondants de nuit entre ces deux formes d'intervention et d'engagement avec les habitants concernés?

Jean-Yves Gérard: Avec la police, nous échangeons pour nous caler les uns sur les autres. Et la police est d'accord pour trouver un autre mode de sanction, une alternative à l'incarcération, en discutant avec le Parquet

et avec nous, en demandant par exemple au jeune de faire des tournées avec les correspondants de nuit, de participer à leur action! Ce Général Hannibal n'est pas un grand frère au sens traditionnel du terme mais plutôt une autorité morale, un animateur, quelqu'un qui a bien compris les quartiers et leurs capacités créatrices. Son groupe s'appelle RÉGIMENT. Tout le travail consiste à se rapprocher des leaders positifs, à les soutenir, à les accompagner et ne pas se mettre dans le champ des leaders négatifs. Ce n'est pas tout le temps aussi simple parce que certains leaders sont à la tête d'une entreprise de trafics tout en étant tout à fait bien avec les correspondants de nuit! Ces réseaux-là, nous sommes les seuls à pouvoir travailler avec eux, car la police, elle, est dans une logique d'affrontements. Pour donner un exemple caricatural, la police craignait que le quartier Malakoff ne brûle, au moment du réveillon. Ils avaient envoyé un régiment de CRS de Saint-Étienne, la nuit du réveillon pour déambuler dans Malakoff. Les CRS n'étaient pas contents d'être mobilisés la nuit du réveillon, ils se sont dit: «Perdu pour perdu (notre réveillon), on va s'amuser.» Ils ont commencé à tourner en provoquant les jeunes. Les jeunes ont sorti les pétards, pas méchants. Réponse: fouille au corps, les jambes écartées, ce qui a le don d'exciter les jeunes qui ont commencé à incendier deux voitures. Les correspondants de nuit ont réussi à éviter l'utilisation des cocktails Molotov. Les CRS ignoraient les correspondants de nuit et leur disaient de partir. C'était un rapport de force brut avec les jeunes, des jeunes qui aiment justement les rapports de force!

Cosmopolitiques: Certains habitants n'ont-ils pas tenté de saisir cette occasion pour se lancer dans l'auto-défense, pour répondre directement à leur «sentiment d'insécurité»?

Jean-Yves Gérard: Là où les correspondants sont implantés, il n'y a pas eu de réactions du type autodéfense. Aux Dervallières, des groupes s'étaient constitués et s'étaient dotés de gourdins. L'action du correspondant de nuit se déroule sur l'espace public, elle est en compétition avec des groupes qui accaparent l'espace public. Les habitants ne voient que des groupes dominants. Le principe consiste à poser des actes symboliques face aux groupes dominants sur l'espace public, à montrer que l'on peut déambuler tranquillement, qu'il n'y a pas de problème, que l'on peut de cette manière là disputer à ces groupes l'usage de ces espaces publics. Cela peut paraître banal mais en réalité c'est très important parce qu'il y a beaucoup de choses qui se jouent là-dessus par le regard, par l'analyse que fait l'habitant de la température du quartier, de sa fenêtre, en scrutant ce qu'il y voit. À Nantes, le service

a commencé à 19 heures au lieu de 21 heures à Rennes, pour mieux travailler cette fonction d'espace public.

Le sentiment d'insécurité, ce sont les gens isolés, les gens malades, fragiles, qui perdent pied. Le travail du correspondant de nuit consiste à aller voir ces gens là, à les écouter, à les suivre, à les accompagner, à dialoguer avec eux, à répondre aux observations qu'ils font, à dégonfler leurs observations: «Ce n'est pas si grave que ça, vous ne risquez pas votre vie en allant chercher votre courrier le soir dans votre boîte aux lettres si un groupe de jeunes stationne dans le hall, on peut y aller ensemble, vous allez voir qu'il n'y a pas de problème. Si vous leur dites bonjour, simplement ça, vous verrez ça va détendre l'atmosphère». Il faut aussi dégonfler les rumeurs. Tout le monde parle des conflits entre M. Z. et un groupe de jeunes: M. Z., nous le connaissons et quand il va promener son chien le soir, il a un couteau sur lui parce qu'il a peur et comme il a peur, il est agressif vis à vis du groupe de jeunes. S'il n'était pas agressif, il n'aurait pas de problèmes. Il faut leur dire aussi que pour obtenir un résultat durable, ce n'est pas le bâton qui marche, il faut du temps, le temps qu'il faut pour expliquer aux jeunes les attentes des autres habitants, respecter le hall de l'immeuble par exemple. Prenons un groupe qui n'est pas méchant mais qui met le bazar dans les cages d'escaliers. Un des jeunes de ce groupe vient de se payer un scooter, il est en apprentissage, donc il faut que tout le monde voie son scooter et l'entende. Il considère que si on lui fait une remarque, ce n'est pas juste parce qu'on l'empêche d'exister avec son scooter. Comment procède-t-on? Il faut aller voir les groupes, prendre à part celui qui est un peu plus excité pour discuter, calmer, expliquer, aller voir aussi les gens qui se plaignent chez eux, leur demander d'expliquer les choses très concrètement. Dans cette situation en particulier, nous tournions en rond. J'ai demandé une stratégie plus approfondie, plus détaillée, une action vis-à-vis des leaders, des sous-leaders, des groupes, des habitants, de ceux qui se planquent dans les caves.

Cosmopolitiques: Quand vous parlez de travailler de manière plus approfondie, en réalité cela veut dire travailler plus en détail et non «plus approfondi» au sens des travailleurs sociaux, ou de la police. Vous ne recherchez pas des «causes», l'histoire de la famille, les délits, etc. Ce côté superficiel de l'intervention est très intéressant, il est presque en rupture avec tout le travail social d'une part, sa formation thérapeutique notamment, ou les méthodes de la justice d'autre part, qui enquête sur les causes à charge ou à décharge. Vous n'accaparez pas la personne, vous la laissez à distance pourrait-on dire?

Jean-Yves Gérard: Cette personne a droit à son autonomie, à son identité, elle ne doit pas être jugée. Tout le travail consiste à leur faire comprendre les conséquences de leurs comportements sur l'environnement, à leur montrer tout simplement qu'il y a des gens terrorisés, des nourrissons qui ne dorment plus quand le scooter passe, que le square a coûté cher et qu'ils le dégradent sans penser à ceux qui feront le nettoyage. Il faut leur faire comprendre qu'ils ne sont pas tout seuls, faire resurgir des occupants, repeupler leur lieu de vie, les propriétaires sociaux de l'espace, leur faire comprendre qu'ils sont dans un site qu'il faut partager. Sébastien Rocher montre bien que les jeunes de Saint-Étienne et Grenoble qu'il étudie considèrent leur environnement comme impersonnel, n'appartenant à personne. Ils n'ont aucun lien affectif avec leur environnement. Quand on arrive à ce qu'un groupe accepte de nettoyer le hall de l'immeuble, on crie victoire. Même si le lendemain, il recommence, on peut se dire que si on l'obtient au moins une fois, on peut l'obtenir deux, trois, quatre fois et on peut progresser dans cette direction là. Si on s'avisait de demander à rentrer dans l'histoire du jeune, ce serait lui qui prendrait ses distances immédiatement. À l'exception de situations particulières, de détresse exprimée ou d'appels à l'écoute.

Cosmopolitiques: En fait, vous montrez bien que le travail de médiation à chaud ne s'improvise pas, qu'il faut de vraies techniques et surtout une vraie volonté et une vraie éthique mais finalement c'est grâce à ce travail que la violence peut revenir sous contrôle et non déraper dans la guerre permanente, comme c'est le cas avec la police actuellement. Il faut donc être très attentif au recrutement et à la formation de tous vos intervenants? On connaît les phénomènes d'usure (*burn-out*) chez les travailleurs sociaux, comment parvenez-vous à faire tenir ces intervenants, qui ne sont pas payés très cher?

Jean-Yves Gérard: Il faut une formation initiale mais aussi un accompagnement permanent. On leur fait rencontrer des partenaires extérieurs, on approfondit telle ou telle thématique qui peut apparaître déterminante dans l'actualité du moment, on travaille les relations d'équipe, on travaille les pratiques professionnelles, on revient sur les difficultés rencontrées vis à vis de tel ou tel site, de tel ou tel problème... Cela suppose vraiment une formation permanente. La structure de base est constante depuis 1996, le *turn-over* est tout à fait raisonnable, il ne faut pas qu'il compromette pas la «culture» du service. Dans certains quartiers lorsqu'on ne peut pas mettre en place de dispositif de correspondants de nuit parce qu'on trouve que c'est trop grave, on va y mettre la police, mais le directeur de la sécurité publique dit qu'il interdit à ses troupes

d'aller après 22 heures dans certains quartiers et lorsqu'ils y vont, ils nettoient d'abord, ils discutent après. Mais c'est impossible de ne pas agir. L'intérêt des correspondants de nuit, c'est au moins d'être en situation à l'intérieur, les autres intervenants ne sont pas là, ils ne viennent plus. C'est le seul moyen pour l' élu d'avoir une idée sur ce qui se passe vraiment, par exemple, pour s'apercevoir qu'il existe des forces politico-religieuses prêtes à donner du sens à la dérive des groupes de jeunes. Il n'y a plus le Parti Communiste qui pouvait dire: « Arrêtez de vous battre, l'ennemi c'est le patronat, mettons-nous ensemble. » Il reste encore l'Islam qui arrive à capter cela, à donner du sens. Mais tous ceux qui sont sur cette ligne de front, pourrait-on dire, s'usent très vite. Les concierges de Rouen, qui sont en première ligne, sont tous sous anxio-lytiques, ils sont tous en train de craquer. Personne ne joue son rôle dans ces conditions-là, les flics regardent cela de loin, la ville, elle est très loin. Les pompiers n'y vont que s'ils sont certains que c'est très grave. Il ne reste que ces concierges et il faut trouver le moyen de les soutenir.

Cosmopolitiques: Lionel Jospin avait fait une forme d'autocritique en disant qu'il avait cru que les questions dites « d'insécurité » allaient être résolues par des interventions économiques ou éducatives, pour permettre l'intégration et que désormais, il admettait qu'il fallait un traitement spécifique, en fait très proche de celui de Sarkozy comme il l'admettait lui-même. Votre pratique montre qu'on est encore loin du compte (car les situations sont à la fois beaucoup plus graves et beaucoup plus complexes à traiter) et qu'il faut faire un grand effort d'imagination et de mise en danger<sup>4</sup>.

Jean-Yves Gérard: Dans ces quartiers, il y a des gens qui jamais ne travailleront, reconnaissons-le. Notre société a totalement explosé, et

■ Les auteurs du rapport du Lares déjà cité indiquent dans leur conclusion: « L'originalité du dispositif d'intervention nocturne nous paraît essentiellement tenir à la capacité qu'ont eu les correspondants d'inventer, de développer et d'expérimenter une manière spécifique de négocier la relation aux habitants (...), leur capacité à affronter l'altérité dans des situations où la tendance des institutions sociales est plutôt au retrait ».

cette explosion continue toujours, ce qui met en danger l'intervention classique du travail social et même l'intervention policière qui ne provoque que des rapports de force et à terme la guerre. Si la seule réponse à cela, c'est la construction de prisons, on est sur un autre projet de civilisation, sur une autre culture. La confiance en l'intelligence, au progrès, ça ne marche plus!

Cosmopolitiques: L'intelligence que vous maniez, c'est une intelligence des situations, et non celle des grands projets, des grands programmes...

Car tout se tricote maille par maille, avec le temps, avec des gens qui s'engagent et on a beau avoir les bonnes intentions, les bonnes analyses, le bon financement, il faut encore cet art de la composition d'un monde partagé vivable. Ce ne sont plus de grandes réponses collectives idéologiques, celles qui permettaient au PC d'encadrer, de « socialiser » les plus démunis pour en faire de la « classe ouvrière ».

Jean-Yves Gérard: Les logiques actuelles sont totalement individualisées et les réponses doivent être assez souples pour en tenir compte. Sur toutes ces questions, il nous faut beaucoup de modestie et d'humilité car ce sont des problèmes qui bougent beaucoup, qui sont difficiles. Nous faisons de la veille sur ce thème et je trouve qu'on est en train de tourner en rond. On ne voit pas de nouvelles étapes sur cette question de la médiation et en particulier la médiation nocturne. Pour avancer, il faut se mettre en danger de manière permanente. Même si on peut afficher des résultats, c'est vrai, et des recherches aussi qui existent, je trouve qu'on tourne en rond... Là on sent qu'il y a un mur qu'il faut effectivement franchir.

*Entretien réalisé par Dominique Boullier*

■ Optima  
Personnel: 120 salariés (comprenant l'activité conseil).  
Sur Rennes: 21 sur le terrain.  
Sur Nantes: 30 sur le terrain.  
CA: 4,5 M euros en 2001.  
Salaire des correspondants de nuit: 1150 Euros net mensuels environ.  
Interventions de conseil en cours à Evry et sur le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, avec Suretis (filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations).